



TERMES DE REFERENCE

Titre du poste :	Etude sur l'identification et l'amélioration d'un panier de services communaux
Communes Ciblées	Ferrier, Thomazeau, Savanette, Cornillon, Fonds-Verettes et Lascahobas
Lieu d'affectation :	Port-au-Prince, Haïti
Domaine d'intervention :	Gouvernance
Type de contrat :	Firme locale
Début du contrat :	Septembre
Niveau du poste :	National
Langues requises :	Français
Durée du contrat :	180 jours
Durée prévue pour la mission : Septembre 2022 – Mars 2023	

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La gouvernance locale implique la participation active des acteurs locaux dans le système de décisions locales et favorise l'endogénéisation de l'espace vue comme un construit social. Cela est illustré par la gestion efficace de leurs ressources, à travers des moyens de développement et la prestation des services offerts aux citoyens. Cette gouvernance doit nécessiter la participation de la communauté, ce, dans la conception, la réalisation et l'évaluation des actions visant à améliorer ses conditions de vie. En ce sens, elle est comprise comme l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative par les collectivités territoriales.

Dans cette perspective, Le Projet « Appui à la Gouvernance Locale et Développement Territorial » (AGLDT) entend appuyer le gouvernement ainsi que les acteurs locaux dans la mise en place à l'échelle territoriale des dispositifs de planification et de gestion du développement. Cette action structurante s'inscrit dans la perspective que toutes les femmes et tous les hommes des communautés du pays, urbaines ou rurales, bénéficient de services publics de base décentes et d'opportunités diversifiées de moyens d'existence.

Le Projet appuiera globalement le Gouvernement d'Haïti dans la conception et la mise en œuvre des réformes de déconcentration, de décentralisation et d'aménagement du territoire, en combinant un soutien à la formulation et au pilotage des politiques publiques et à leur opérationnalisation dans des pôles de développement local prioritaires, et ce principalement sur la zone frontalière. Pour ce faire, le projet renforcera la sensibilité au genre des institutions territoriales pour la prestation des services de base en veillant à un accès équitable des femmes et des filles. Le Projet AGLDT est organisé autour de trois grands volets : (i) le pilotage des réformes de déconcentration et décentralisation ; (ii) la modernisation des administrations territoriales (services déconcentrés et collectivités territoriales) ; et (iii) la structuration des mécanismes de développement territorial.

Le Projet AGLDT est un projet de 5 ans du gouvernement haïtien, mis en œuvre par le MPCE, le MICT et l'OMRH avec l'appui du PNUD qui est cofinancé par le gouvernement haïtien, le gouvernement canadien et le PNUD.

Le Projet AGLDT est aligné sur la vision et les grands chantiers du PSDH qui vise à faire d'Haïti un pays émergent à l'horizon 2030, et contribue en particulier aux éléments suivants de cette vision :

- Une société équitable, juste, solidaire et conviviale, vivant en harmonie avec son environnement, sa culture, une société moderne où l'État de droit, la liberté d'association et d'expression et l'aménagement du territoire sont établis ;
- Une société où l'ensemble des besoins de base de la population sont satisfaits en termes quantitatif et qualitatif ;
- L'encadrement d'un État unitaire, fort, responsable, garant de l'application des lois et de l'intérêt des citoyens, ainsi que fortement déconcentré et décentralisé.

Afin de mieux rationaliser l'utilisation des maigres ressources financières des communes dans la fourniture de services aux populations, le Projet AGLDT appuie le MICT et les fédérations d'élus dans la définition d'un « panier de services communaux » pour les différentes catégories de communes, assorti d'un cahier de charges pour un paquet minimum de services communaux. Le projet a déjà appuyé le MICT dans une étude similaire sur six communes frontalières. Le résultat de cette première étude servira d'éclairage à l'étude sur les six communes précisées dans ces TDRs et aidera à la constitution d'un panier standard régional qui, par extrapolation, pourra aussi être utilisé par le MICT à l'échelle nationale.

La définition du panier de services sera éclairée par une analyse comparative entre les sexes qui aidera à déterminer les différents besoins et priorités de base des hommes et des femmes dans les communes ciblées et à évaluer les différences entre les sexes en termes d'accès aux services. L'opérationnalisation de ces paniers sera appuyée dans les différentes communes ciblées, y inclus par des formations et des petits investissements en matériel. Afin de développer une plus forte culture de redevabilité au sein des administrations municipales, le Projet travaillera aussi avec des organisations de la société civile dans 6 communes de la bande frontalière pour mettre sur pied des mécanismes de redevabilité sociale portées par les organisations de base locales sur la fourniture de services et à la gestion des finances municipales par les administrations communales.

C'est dans cette perspective que le bureau du PNUD cherche à recruter une firme de consultation capable d'identifier et améliorer un panier de services aux populations de six communes frontalières d'Haïti.

2. OBJECTIFS

Le projet AGLDT veut développer une plus forte culture de redevabilité au sein des administrations municipales. Pour s'aligner sur la vision du Programme de modernisation de l'Etat (PME-2023), cette consultation se donne pour objectif d'améliorer les mécanismes de prestation de services municipaux dans les municipalités sélectionnées par l'introduction de services aux citoyens.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Inventorier puis analyser les différents services municipaux existants et leur rentabilité financière et économique ; (diagnostic participatif, focus groupe)
- Elaborer un cahier de charges assorti des besoins de services collectifs dans les 6 communes frontalières ; (besoins et problèmes rencontrés et propositions, services par catégories)
- Analyser le cadre global actuel des services communaux ;
- Proposer un panier de services communaux pour les différentes catégories de communes frontalières, en tenant compte des besoins et priorités des hommes et des femmes.

3. TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité du Représentant résident du PNUD en Haïti, de la Cheffe d'unité Gouvernance et sous la supervision directe du Directeur national du projet, la firme aura la responsabilité de conduire, en collaboration avec l'équipe du projet et la Direction des Collectivités Territoriales (DCT) du MICT, les activités devant permettre l'atteinte des objectifs susmentionnés.

De façon spécifique et à titre indicatif, elle assumera les tâches suivantes :

Tâche 1 : Evaluer la fonctionnalité des services et infrastructures communaux existants et identifier les services non existants et nécessaires aux populations des différentes communes. Cette évaluation permettra de dégager les grandes lignes de fonctionnement actuel des communes frontalières, avec leurs forces et faiblesses. Elle sera réalisée à partir d'un diagnostic organisationnel et tiendra compte des contraintes et les besoins d'amélioration.

Tâches 2 : Identifier le panier de services de chacune des six communes ainsi qu'un panier régional de 12 communes, en considérant l'étude déjà réalisée dans les communes de l'Anse-à-Pitre, Ganthier, Ouanaminthe, Belladère, Capotille et de Cerca-la-Source.

Tâche 3 : Proposer un plan d'amélioration des services et infrastructures existants dans les zones de desserte du projet, en tenant aussi compte des services non existants. Ces plans seront élaborés en étroite collaboration avec les conseils municipaux, les responsables des services concernés et la société civile. Ces

plans mettront en exergue les différentes composantes à mettre en œuvre par les collectivités communales.

Tâche 4 : Concevoir un document d’orientation en matière de communication et d’accueil afin de doter les autorités d’outils leur permettant de promouvoir leurs paniers et d’améliorer les prestations de services dans leurs communautés respectives.

Tâche 5 : Elaborer un document d’orientation de suivi-évaluation participatif de l’amélioration des services communaux, en identifiant clairement, dans un tableau de bord, les indicateurs de suivi appropriés.

Tâche 6 : Organiser une réunion de présentation des résultats de la consultation au projet AGLDT et un atelier de validation des propositions de plan d’amélioration de services communaux au MICT ;

Tâche 7 : Toutes autres tâches en rapport avec la consultation discutées et décidées conjointement avec le comité de pilotage (MICT, AGLDT).

4. LIVRABLES ATTENDUS

- **Livable 1** - Calendrier de travail et approche méthodologique et outils finalisés
- **Livable 2** – Proposition d’un plan d’amélioration des services communaux
 - Inventaire des services et infrastructures communaux existants et non existants (comparaison légale et dans la pratique) ;
 - Panier de services communaux de base (paquet minimum) par commune et pour la zone frontalière ;
 - Analyse socioéconomique et financière des services communaux par rapport au panier standard assortie de recommandations ;
 - Le relevé des services et infrastructures à améliorer assorti de justificatif et recommandations ;
 - Un plan de renforcement des services internes des administrations communales.
- **Livable 3** : Document d’orientation de suivi et d’évaluation
- **Livable 4** : Document d’orientation en matière de communication et d’accueil
 - Technique d’accueil
 - Technique de Communication
- **Livable 5** - Rapport final

5. DUREE DE LA CONSULTATION

La consultation s'échelonnera sur une période de Cent quatre-vingts (180) jours, à partir de la signature du contrat.

6. PROFIL DE LA FIRME CONSULTANTE

Compétences générales :

- Aptitude à interagir, à établir et à maintenir de façon effective, aussi bien avec les collègues qu'avec les bénéficiaires, de bonnes relations de travail dans le respect de la diversité culturelle, de genre, de religion, de nationalité et de différence d'âge ;
- Sensibilité aux questions culturelles et d'égalité entre les sexes ;
- Excellentes capacités interpersonnelles ;
- Dynamisme, rigueur, discipline et sens de réserve ;
- Aptitude à travailler sous pression dans un environnement complexe et évolutif ;
- Flexibilité et attitude positive face au changement ;
- Motivation et capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre ;

Compétences fonctionnelles :

- Connaissance technique avérée pour assumer les responsabilités et exigences de l'étude avec excellence ;
- Capacité d'établir des objectifs et des normes de performance claires afin d'atteindre des résultats de qualité en concordance avec les objectifs visés ;
- Créativité, bonne capacité d'analyse et recherche de solutions novatrices et pratiques pour faire face à des situations complexes ;
- Aptitude à interagir, à établir et à maintenir de façon effective aussi bien avec les collègues qu'avec les partenaires et les bénéficiaires de bonnes relations de travail dans le respect des diversités ;
- Connaissance des cadres et des processus de dialogue pour un engagement efficace et transparent de la société civile, des groupes de femmes et de jeunes, des personnes handicapées et d'autres groupes exclus dans le développement territorial ;
- Bonnes aptitudes à la communication, au partage du savoir-faire et au relationnel ;
- Capacité de voyager et d'effectuer des missions et visites de terrain dans les zones d'accès difficiles.

L'équipe de consultants-es proposée devra comporter, les compétences minimales suivantes :

- **Un-e Chef-fe de mission**, qui aura la responsabilité globale de la consultation et de la coordination de l'équipe. Il / elle devra disposer des qualifications minimales suivantes :
 - Détenir un diplôme universitaire de 2^e cycle en développement urbain et régional, gestion urbaine, administration publique, finances locales, ou toute autre discipline connexe ;
 - Avoir au moins 10 ans d'expérience de travail dans le domaine de l'administration locale ;

- Avoir une expérience similaire dans la définition de panier standard des services communaux.
 - Avoir une bonne connaissance de la problématique des collectivités territoriales haïtiennes, en particulier des communes ;
 - Avoir une bonne connaissance des outils et méthodes de la planification participative ;
 - Avoir une bonne connaissance de la problématique du genre ;
 - Avoir une bonne capacité d'analyse et de questionnement des données existantes ;
 - Avoir une capacité démontrée de synthèse, d'analyse et de rédaction en français.
- Un-e Responsable Genre avec les qualifications minimales suivantes :
 - Détenir un diplôme de 1^{er} cycle en Sciences Sociales ou discipline connexe ;
 - Avoir une expérience spécifique d'au moins cinq (5) ans dans le domaine du genre ;
 - Avoir une capacité démontrée de synthèse, d'analyse et de rédaction en français.
- Un-e Responsable Suivi-évaluation avec les qualifications minimales suivantes :
 - Détenir un diplôme de 1^{er} cycle en planification économie appliquée ou discipline connexe ;
 - Avoir une expérience spécifique d'au moins cinq (5) ans dans le domaine du suivi-évaluation ;
 - Avoir une capacité démontrée de synthèse et de rédaction.
- Un-e Responsable Finances Locales avec les qualifications minimales suivantes :
 - Détenir un diplôme de 2^{ème} cycle en gestion des collectivités territoriales ou discipline connexe ;
 - Avoir une expérience professionnelle d'au moins sept (7) ans en finances locales ;
 - Avoir une capacité démontrée de synthèse et de rédaction.
- Un-e Ingénieur-e Civil-e avec les qualifications minimales suivantes :
 - Détenir un diplôme de 1^{er} cycle en Génie civil ;
 - Avoir une expérience générale d'au moins cinq (5) ans dans le domaine du génie civil ;
 - Avoir une expérience spécifique en matière d'inventaire et d'évaluation sommaire d'infrastructures physiques municipales ;
 - Avoir une capacité démontrée de synthèse et de rédaction.

Langues

Une maîtrise parfaite de la langue française et du créole haïtien est indispensable ;

7. DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour appliquer, les intéressés devront soumettre les documents suivants :

- Une proposition technique incluant une méthodologie, un plan de travail détaillé et un calendrier indicatif des activités ;

- Un CV détaillé soulignant les expériences et expertises dans les domaines recherchés de chaque personnel clé de la firme (chef de mission, Responsable genre, Responsable suivi-évaluation, Responsable finances locales, Ingénieur civil) ;
- Les copies de diplômes ou de certificats attestant les compétences requises du personnel clé de la firme ;
- Un engagement de disponibilité à réaliser la prestation au cours de la période indiquée ;
- Une proposition financière signée.

N.B. La firme peut, à son gré, requérir les services de n'importe quel cadre technique, en plus du personnel clé, pour les besoins de la consultation. La présence de femmes au sein du personnel clé est un atout.

8. CRITERE DE SELECTION :

- a. Proposition technique 70%
- b. Proposition financière 30%

9. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le montant du contrat est un prix fixe et les étapes devront être réalisées indépendamment de la prolongation de la durée spécifiée dans ces termes de référence.

Paiement	Réalisation des travaux	Date de soumission
25%	Livrable 1	15 jours ouvrables après signature du contrat
40%	Livrable 2	60 jours ouvrables après la signature du contrat
20%	Livrable 3 et 4	75 jours ouvrables après les livrables 1 et 2 du contrat
15%	Livrable 5	30 jours ouvrables après les livrables 3 et 4 du contrat